

RÉDACTION  
ET  
BUREAU D'ABONNEMENTS

Lausanne, Rue de St-François 20.  
On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1<sup>er</sup> ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

	Un an	6 mois	3 mois
Suisse .....	Fr. 20	10 50	5 50
Union postale .....	» 36	18 50	9 50

Prix du numéro : 40 centimes.

LAUSANNE, 19 novembre 1891.

## BULLETIN POLITIQUE

C'est aujourd'hui que M. de Giers, ministre des affaires étrangères de l'empire russe, arrive à Paris, où il restera jusqu'à dimanche soir.

Il y vient malgré lui, nous dit un grand journal allemand ; les panslavistes, tout puissants auprès du tsar, l'ont contraint à ce voyage qui lui répugnait fort, mais qu'il a reçu l'ordre formel d'entreprendre.

Le ministre russe, nous dit un autre journal allemand, va à Paris pour voir son fils, secrétaire du baron Mohrenheim, et ses petits-enfants. Il n'a aucune mission politique quelconque.

Voilà deux versions absolument contradictoires, également dictées par l'hostilité contre l'entente franco-russe. La première voudrait montrer que les gens raisonnables de l'entourage du tsar — M. de Giers est au plus haut degré un homme de bon sens et de sang-froid — sont hostiles à l'orientation nouvelle donnée à la politique russe. La seconde veut faire entendre qu'à vrai dire l'entente existe si peu que rien, puisque le personnage dirigeant de la politique impériale vient à Paris sans s'en occuper.

L'une et l'autre sont évidemment fausses. M. de Giers est un caractère trop élevé pour diriger, malgré lui, la politique de son pays dans tel ou tel sens. Le jour où il estimera qu'on l'engage sur une fausse route, il remettra sa démission à l'empereur. C'est un ministre et non pas un valet.

D'autre part, il connaît trop bien la situation pour ignorer que sa venue dans la capitale de la France ne peut être actuellement une affaire purement privée.

Le *Figaro*, discutant la même question, nous apporte des renseignements extrêmement plausibles et précis, mais qui ne sont pas nécessairement vrais pour cela.

On se souvient qu'après l'invitation à déjeuner qu'avait reçue du roi Humbert le diplomate russe, les uns prétendant que l'entrevue avait été toute formelle, et les autres, au contraire, qu'elle avait été longuement préparée dans le but de contrebalancer les effets retentissants des fêtes de Cronstadt.

On sait aujourd'hui que M. de Giers, ayant obtenu de son souverain l'autorisation d'aller se reposer en voyageant, avait en même temps reçu l'ordre de profiter de son séjour en Italie pour voir le roi et lui renouveler verbalement l'assurance, déjà donnée par voie diplomatique, à tous les cabinets, qu'il ne fallait considérer les fêtes de Cronstadt et ce qui pourrait s'en suivre entre la France et la Russie que comme un élément de plus apporté à la consolidation de la paix sur le continent.

Ainsi, ce petit événement, à propos duquel on a tant discuté, a été réduit, en fin de compte, à sa signification réelle et définitive, et ceux qui s'obstinaient à y voir une preuve du refroidissement de la Russie en ont été pour leurs frais d'imagination.

C'est en s'inspirant de ce souvenir et en profitant de cette expérience qu'il faut envisager le voyage de M. de Giers à Paris, où ce diplomate vient surtout pour voir son fils, pour se mettre en relation avec le haut personnel politique français qu'il ne connaît pas, et pour s'entretenir avec les financiers qui sont devenus les instruments du crédit de la Russie sur le marché français.

Les incidents auxquels a donné lieu le dernier emprunt, incidents trop confus encore pour qu'il soit permis d'en présenter dès à présent le récit en sa forme définitive, ont maintenant pour effet de dénaturer les véritables motifs du voyage de M. de Giers. On raconte de nouveau qu'entre la France et la Russie se s'élèvent des nuages. On le raconte comme si la présence des grands-ducs et leur séjour prolongé

parmi nous, les attentions dont on les entoure ne suffisaient pas à démontrer le contraire, et comme s'il n'était prouvé que le voyage de M. de Giers était résolu antérieurement à l'emprunt.

Mais, allez donc dire ces choses à des gens prévenus et affolés par l'esprit de parti. Ils vous rient au nez et, pas plus tard qu'hier, nous avons entendu dans un salon un personnage, soi-disant bien informé, déclarer que le gouvernement russe « avait réfléchi, que, frappé de l'état de la France, de l'émiettement des partis, du désordre des esprits, de l'instabilité ministérielle, il se refusait à conclure un traité d'alliance, et que M. de Giers, qui devait apporter le texte du traité, n'apporterait rien. »

Et l'informateur ajoutait : « Ce pauvre M. de Mohrenheim est désolé. » Observons en passant que si M. de Mohrenheim, quelque raison qu'il eût d'être désolé, l'avait laissé paraître, il ne serait pas le diplomate de mérite que tout le monde se plaît à louer en lui.

Donc, et pour le dire tout net, se sont la potins de douairières, bons tout au plus à défrayer un moment les entretiens des salons d'opposition.

Tout autre est la vérité :

Lorsque l'amiral Gervais alla à Pétersbourg, il put causer avec les ministres russes, l'ambassadeur de France étant présent, de la forme qui serait donnée au rapprochement effectif des deux pays.

On écarta tout d'abord l'idée d'un traité formel qu'il eût été bien difficile de ne pas soumettre aux Chambres françaises et qui, dès lors, aurait fait naître cet inconvénient très grave de livrer à une discussion publique des arrangements qui ne pouvaient, une fois arrêtés, être modifiés que par voie diplomatique, et on résolut de s'en tenir à une entente précise dont tous les points seraient consacrés par des notes écrites, lesquelles deviendraient le véritable instrument de la convention.

On arrêta comme suit les bases de cette entente : Sur tous les points où elles se trouvent en présence, la diplomatie russe et la diplomatie française marcheront d'accord, la seconde suivant la première là où l'intérêt russe serait prédominant ; la première suivant la seconde là où il aurait prédominance de l'intérêt français sur l'intérêt russe. Il était dit aussi que, dans le cas où l'une des deux puissances serait l'objet d'une agression extérieure, l'autre lui devrait secours et appui.

On s'en tint, bien entendu, à des vues d'ensemble, et pour les sanctionner, leur donna la forme définitive et en régla le détail, on s'ajourna au moment où M. de Giers, dont le voyage était déjà décidé, viendrait à Paris. Voilà ce qui a pu donner lieu au bruit, d'ailleurs inexact, qu'il devait apporter le texte du traité d'alliance. En réalité, et comme on le voit, tout autre eût été sa mission s'il avait eu à en remplir une.

Mais, dans l'intervalle, les grands-ducs sont venus à Paris, et tout ce qu'ils devaient faire, ils l'ont fait. C'est avec eux que tous les arrangements ont été pris, et, à l'heure actuelle, encore qu'il n'y ait pas de traité proprement dit, l'alliance franco-russe est un fait accompli.

Ce récit est signé X... Il fait grande sensation. Il le mérite. Y a-t-il un traité franco-russe ou n'y en a-t-il pas ? Cette question a été longuement débattue. Si le *Figaro* dit vrai, le traité existe. La forme qu'il revêt importe en réalité peu. Ce serait une vraie alliance défensive, un engagement aussi catégorique que ceux par lesquels les puissances de la triple alliance se sont réciproquement obligées.

Bien que l'irritation causée par la polémique des radicaux norvégiens soit toujours vive dans certains cercles politiques en Suède, il paraît dès aujourd'hui certain que ces impressions n'exerceront aucune influence sur l'attitude adoptée par Oscar II en sa qualité de « roi de l'Union. »

Le discours récemment prononcé par le souverain à l'occasion de la célébration du 77<sup>e</sup> anniversaire de l'Union scandinave prouve que la couronne est décidée à tenir la balance

égale entre les deux royaumes et à éviter tout acte qui pourrait être interprété en Norvège comme une adhésion au programme du parti aristocratique et ultra-suédois. Ce qui exaspère les radicaux norvégiens, c'est l'affirmation de la suprématie de la Suède dans le domaine de la politique extérieure, affirmation qu'ils ont cru retrouver sous différentes formes dans tous les organes du conservatisme suédois.

On chercherait en vain dans le discours du roi Oscar la moindre allusion à cette suprématie. Le souverain fait appel au bon sens et à la modération des partis politiques ; il admet en principe la légitimité d'un mouvement tendant à modifier, suivant les exigences de la situation, le pacte qui a inauguré pour les deux royaumes scandinaves une ère de paix et de prospérité, mais, en même temps, il insiste sur la nécessité d'écarter, autant que possible, les questions irritantes, la confiance mutuelle et l'esprit de consolidation étant indispensables au succès de toute politique réformatrice.

Comme le fait remarquer le *Nord*, bien informé de la situation politique dans les pays scandinaves, ces déclarations ne laissent aucun doute sur la nature de l'intervention éventuelle du roi de l'Union dans la discussion qui s'ouvrira prochainement au Storting norvégien. Les radicaux norvégiens ne cessent de répéter qu'ils admettent sans réserve la solidarité des deux royaumes vis-à-vis de l'étranger, pourvu que cette solidarité soit basée sur le principe de l'égalité. Sur ce point, il n'y a aucune différence essentielle entre le programme du roi et celui du ministre Steen ; il s'agit seulement de trouver la formule pratique des garanties que le souverain semble disposé à accorder à la Norvège sur le terrain de la politique extérieure. La création d'un ministre des affaires étrangères exclusivement norvégien serait assurément un triomphe pour le principe de l'égalité, tel que l'entendent les radicaux de Christiania ; la question est de savoir ce que deviendrait alors la solidarité que le roi de l'Union a pour mission de sauvegarder. Malgré le ton conciliant qui caractérise le discours récent du roi Oscar, il n'est pas certain que les partisans de l'union en Suède se contentent des garanties morales que leur offrent les radicaux norvégiens.

Ceux-ci ont complètement emporté dans les élections qui viennent d'avoir lieu et ont dans le nouveau Storting la majorité absolue vis-à-vis des conservateurs unionistes et des modérés de gauche.

## Lettre de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 18 novembre.

Au Parlement — Toujours M. Lafargue. — La grève. — Une interpellation de M. Basly. — Un incident franco-italien. — M. de Giers.

La Chambre a terminé hier l'examen du budget de l'agriculture, auquel a succédé celui du commerce. Rien de marquant à relever dans cette discussion, non plus que dans la séance du Sénat, consacrée à une interpellation de M. de l'Angle-Beaumanoir sur l'application des lois scolaires dans le département des Côtes-du-Nord.

Le cas de M. Lafargue et les questions qui se rattachent à la grève des mineurs du Pas-de-Calais, restent les incidents à l'ordre du jour. La première affaire n'a pas fait un grand

sur ce fauteuil. Dans six minutes, à mon chronomètre, je vous rejoins.

Les six minutes à peine écoulées, Tracy reparut en effet, aussi net, aussi correct que s'il sortait des mains du coiffeur. Il faut ajouter que sa barbe, taillée au plus près, et ses cheveux en brosse, favorisaient singulièrement de tels changements de décor.

Pour sortir, ils durent fendre la foule des curieux qui rentraient à l'hôtel, poussés par la faim, à cette heure extraordinairement tardive ; on leur fit respectueusement passage, et Tracy reçut des saluts de gens qu'il n'avait jamais vus ni ne devait revoir.

Il prit cela le plus tranquillement du monde, et, offrant son bras à Mme Barly, se pencha vers elle pour lui parler bas.

— Quoi de nouveau à Dinard ? lui demanda-t-il, non sans une certaine émotion comprimée.

— Rien... Ah ! si. Figurez-vous que Mlle Lemartroy est sur le point de se laisser épouser... vous ne devinez jamais par qui ! — Cet imbécile de Bellet !

— Bellet ! fit-il avec un si brusque mouvement que sa tante eut la révélation la plus complète de la vérité. Bellet !

— Oui... Oh ! mon pauvre Georges, que j'ai été sot ! Pardonnez-moi... Mais, Georges, vous êtes fou ! Pourquoi ne l'avez-vous pas demandée en mariage ?

Tracy regardait avec une fixité extraordinaire l'horizon dentelé par les vagues.

Mme Barly appuya légèrement la main sur son bras, en répétant :

— Pourquoi ?

— Pourquoi ? Le sais-je ? Elle ne m'aime pas, voilà pourquoi ! Elle aime cet autre, probablement, puisqu'elle va l'épouser.

— Mais avant, elle ne l'aimait pas !

— Avant ! je m'étais figuré, je me le figure encore, que son père lui avait défendu d'épouser un

pas vers une solution : on a seulement retrouvé une lettre du député de Lille, adressée en 1871 au ministre de l'intérieur pour protester contre l'arrêté d'expulsion pris contre lui. D'où il suit que M. Lafargue, contrairement à ce qu'il prétendait, a parfaitement connu cet arrêté.

Dans la presse, les conseils les plus contradictoires sont donnés à la Chambre. M. Ranc écrit qu'il invaliderait Lafargue serait faire élire Culin, et M. Camille Pelletan fait chorus. Cependant il est difficile d'admettre que ce soit là la raison décisive, devant laquelle on doive reculer au point de valider l'élection d'un étranger, si la nationalité française du candidat n'était pas clairement établie. Aussi dans les journaux modérés pense-t-on généralement que cette question de nationalité est le nœud de toute l'affaire.

En cas d'invalidation, même désaccord pour savoir si une nouvelle élection serait, ou non, nécessaire. Le *Rappel* déclare que lorsqu'il y a une incertitude pour défaut de nationalité, « ou pour toute autre raison d'incapacité », il y a lieu à élection nouvelle. Ceci peut se discuter, mais il est curieux d'entendre le même journal ajouter que tous les précédents sont conformes à cette règle.

Et le cas Boulanger-Joffrin, qu'en fait-on alors ? Si la procédure préconisée par le *Rappel* est la seule correcte, les boulangistes ne seront-ils pas fondés à soutenir qu'on a violé la loi à leur détriment ?

La grève du Pas-de-Calais se poursuit avec une intensité croissante. Les mineurs ont presque tous cessé le travail, le nombre des grévistes est évalué à plus de trente-trois mille, et des mesures d'ordre doivent être prises pour protéger le petit nombre de ceux qui préfèrent travailler. On signale diverses bagarres et un certain nombre d'arrestations.

Quant à l'interpellation de M. Basly, on s'attend à ce qu'elle soit déposée demain. Le conseil des ministres, qui s'est occupé hier matin de la question, a décidé d'insister auprès de la commission du Sénat pour un prochain dépôt de son rapport sur les caisses de retraite et de secours pour les ouvriers mineurs. M. Yves Guyot a été délégué dans ce but, auprès de la commission, et le président de celle-ci, M. le sénateur Lenôël, a promis de convoquer ses collègues pour vendredi prochain.

Il ne paraît pas d'ailleurs que cette première satisfaction donnée à M. Basly suffise pour l'engager à ajourner son interpellation. Le gouvernement se serait même mis d'accord avec lui pour une discussion immédiate.

Dans l'une des nuits dernières, des individus restés inconnus se sont amusés à recouvrir de peinture rouge les écussons de plusieurs consuls et à inscrire en rouge sur les murs : « Evviva l'anarchia ! » Le fait s'est passé entre autres au consul d'Italie et à celui de la République Argentine. Plainte ayant été portée auprès de la police, et l'ambassadeur d'Italie ayant signalé la chose à M. Ribot, celui-ci a donné les ordres nécessaires pour la remise en état des écussons.

L'incident ne peut avoir aucune suite. On croit savoir d'ailleurs que les auteurs de cette mauvaise farce sont des étrangers, qui auraient été conduits à leurs consuls respectifs sans obtenir les secours qu'ils réclamaient.

L'affaire ne concerne donc les autorités françaises qu'en raison de la surveillance qu'elles ont sur la voie publique, et il n'y a pas lieu de voir dans cette manifestation rien qui puisse porter atteinte aux bons rapports internationaux.

marin...

A son tour, Mme Barly demeura stupéfaite.

— Un marin ? Personne ne l'a jamais dit... Mme Vallencour m'en aurait parlé.

— Mais, ma chère tante, le choix seul de M. et Mme Vallencour pour la tuelle, alors que mon oncle et vous étiez tout indiqués...

— Ah ! fit lentement Mme Barly, c'était donc cela ! Mais ce n'est pas possible, ils me l'auraient dit ! Je sais que le commandant craignait que Lina ne fût malheureuse... Mais, ajouta l'aimable avec éclat, ce n'était pas pour la livrer aux bêtes, pour l'abandonner à ce Bellet !

— Le fait est... commençait Tracy ; il s'arrêta. Vous êtes sûre, ma tante, qu'aucune clause du testament de son père n'interdit à Mlle Lemartroy d'épouser un marin ?

— Absolument sûre !

— Comme les légendes se font ! dit le jeune officier. Le bruit court dans le monde qu'il y a interdiction formelle, absolue, sous peine de déshérence...

Quelle folie ! Ah ! fit rageusement Mme Barly, si les gens voulaient seulement ne point se mêler de ce qui ne les regarde pas ! Je vous demande un peu à qui cela pouvait faire quelque chose !

— Mais, ma chère tante, cela pouvait être très utile à ceux qui n'étaient point marins... Et puis, qu'il lui ou non dit d'une façon explicite, ne vous paraît-il point certain que le commandant ne voulait point d'un marin pour gendre ?

— C'est possible ! fit Mme Barly en méditant ; mais qu'il ait voulu ou n'ait point voulu, il a souhaité uniquement le bonheur de sa fille ; et avec vous, Georges, elle aurait été heureuse, parfaitement heureuse.

Tracy poussa un soupir, auquel sa tante fit si bien écho qu'ils ne purent s'empêcher de rire ensemble.

— Tout n'est point encore perdu, dit Mme Barly au moment d'entrer dans son chalet ; le consentement

## ANNONCES

HAASENSTEIN &amp; VOGEL

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bière, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

## PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.  
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

## NOUVELLES POLITIQUES

— Le plus jeune fils du duc de Chartres, le prince Jean d'Orléans, entrera prochainement dans l'armée danoise.

— Le Reichstag allemand s'est réuni mardi. Le président, M. de Lottow, a prononcé une courte allocution dans laquelle il a rendu hommage à la mémoire de Charles I<sup>er</sup> de Wurtemberg, et des députés morts pendant les vacances. Le Reichstag a immédiatement ensuite commencé la discussion d'un projet de loi sur la répression de la traite. Le directeur de l'Office des colonies, M. Kayser, a déclaré à ce propos qu'il était faux que des fonctionnaires allemands, ainsi que le bruit en avait été répandu, eussent en aucune occasion favorisé le commerce des esclaves ; il a ajouté qu'on ne pouvait trancher d'un coup, par des mesures législatives, la question de la traite sans bouleverser totalement l'état de choses existant, au détriment des indigènes et des colons, et il s'est prononcé contre l'adoption du projet de loi.

— On sait qu'une souscription a été ouverte, il y a quelques mois, dans toute l'étendue de l'empire allemand, à l'effet d'élever un monument national au prince de Bismarck. Les organisateurs de la réunion ont réuni jusqu'ici un million de marks. Mais il paraît que l'exécution de leur projet rencontre des difficultés sur la nature desquelles on ne s'explique qu'à mots couverts. En présence de ces difficultés, les *Nouvelles de Hambourg* ont publié une note assez embarrassée disant que le temps actuel n'est pas favorable à l'érection d'un monument en marbre ou en bronze destiné à perpétuer le souvenir des services rendus par l'ex-chancelier à la patrie allemande, et qu'il serait plus opportun et plus facile de produire en public, et d'une façon digne du sujet, le monument littéraire que l'ex-chancelier s'est élevé à lui-même, c'est-à-dire de publier une édition complète des discours politiques prononcés par le prince.

## Encore Mgr Gouthe-Soulard.

Avant sa comparution devant la cour d'appel de Paris, Mgr Gouthe-Soulard a tenu à s'expliquer sur les poursuites dont il est l'objet.

Il a donc adressé à Mgr Turinaz, évêque de Nancy, la lettre suivante, qui n'est pas sans intérêt :

Aix, 14 novembre 1891.

A Sa Grandeur Monseigneur l'évêque de Nancy,

Monseigneur,

Je connais de très vieille date vos sentiments à mon égard : nous n'avons l'un et l'autre que l'unique ambition de défendre les droits de l'Eglise et de notre chère France ; j'ai à peine besoin de vous remercier de vos cordiales sympathies dans l'affaire qui m'amène devant la cour d'appel de Paris.

Je ne serai pas embarrassé pour me justifier. J'ai vengé Dieu et la France ; Dieu outragé dans son vicaire par le cri de : A bas le pape ! la France outragée dans mes compatriotes, par les cris de : Vive Sedan ! Mort aux Français !

Je défie tous les légistes de la terre de trouver autre chose dans cette lettre devenue célèbre. Je l'ai écrite sous l'empire d'une vive émotion, qui était moins à l'adresse des Italiens qui faisaient leur métier, qu'à l'adresse de nos gouvernants qui ne faisaient pas leur devoir.

Quant à M. Fallières, que je ne connais ni d'Eve ni d'Adam, que je n'ai jamais voulu le moins d'un

des Vallencour n'est pas donné, et si vous voulez bien vous aider un peu vous-même, ils ne le donneront pas, pour le profit de M. Bellet.

A son entrée dans la salle à manger, Georges fut assailli par le bataillon de ses cousines ; seule, Cécile se tenait un peu à l'écart, attendant qu'il vint lui serrer la main. Quand il put s'approcher d'elle, le joli visage de la jeune fille s'empourpra, et elle prit un petit air triomphant.

Mme Barly s'en aperçut, et soudain sa bonne âme de mère se sentit prise de souci. La chaleur déployée par sa fille dans l'éloge de Tracy, cette rougeur, cet air heureux, tout cela n'était-il pas l'indice d'une affection romanesque pour son cousin, dont le cœur appartenait à une autre ?

Autant Mme Barly se fût réjouie la veille à l'idée d'avoir son neveu pour gendre, autant elle avait à redouter maintenant les complications qui ne pouvaient manquer de surgir si Cécile voyait une rivale en son amie.

Pour empêcher ces complications de se présenter, la prudente mère ne voyait d'autre moyen que d'éviter toute occasion de conversation intime entre les jeunes gens, et pendant toute la journée elle s'efforçait à les empêcher de se parler. Cette contrainte les impatienta presque autant l'un que l'autre, et faillit mettre Cécile de la plus méchante humeur, ce qui fut arrivé, si l'heureux tempérament de l'aimable enfant ne l'avait rendue inaccessible à toute mauvaise disposition dont la durée eût dépassé vingt minutes.

Tracy fut donc, bon gré, mal gré, choyé, fêté, dorloté par ses six cousines, dont l'aînée lui eût volontiers tressé une couronne de laurier, non pour son courage, mais pour l'a-propos de son heureuse arrivée.

## XVI

Le temps s'étant amélioré dans l'après-midi, vers cinq heures on se retrouva sur la plage, et Tracy vint saluer M. et Mme Vallencour, qui l'accueillirent le plus chaleureusement du monde. De l'humour dont ils étaient contre Bellet, ils eussent fait fête au grand



monde outrager ni dans son honneur, ni dans sa délicatesse, il était personnellement aux antipodes de ma pensée.

Une petite fille des environs d'Aix a très bien rendu la situation dans son langage naïf.

— Maman, dit-elle à sa mère, en rentrant le soir de l'école, maman, la dame a dit que l'archevêque sera mis en prison.

— Et pourquoi, mon enfant ?

— Parce que... parce qu'il a écrit une lettre à un monsieur.

C'est parfaitement exact.

M. Fallières était un monsieur qui a reçu ma lettre; mais j'avais mieux à faire que de m'occuper de la personne de M. le ministre des cultes. S'il n'est jamais outragé dans son honneur et sa délicatesse que par l'archevêque d'Aix, il sera l'homme le moins outragé de France.

Recevez, cher et vénéré Monseigneur, la nouvelle assurance de mes sentiments les plus dévoués en Christo.

XAVIER, archevêque d'Aix.

#### La panique de Vienne.

Vienne, 18 novembre.

L'affaire de la panique de bourse de samedi dernier a été portée hier devant la Chambre où elle a fourni matière à une séance agitée.

Sept orateurs appartenant aux diverses fractions de la Chambre ont blâmé la légèreté ou la préméditation avec laquelle le *Wiener Tagblatt* avait lancé dans le public ses prétendus renseignements, sur l'entretien de l'empereur et du député polonais M. de Jaworski.

A la fin de la séance, le comte Taaffe a donné lecture d'une note délibérée en conseil des ministres et dont voici la teneur : « Le gouvernement partage l'indignation des membres de cette Chambre au sujet des nouvelles à sensation qui ont été répandues, ainsi que des manœuvres de bourse. Il les condamne énergiquement. Le syndicat de la Bourse de Vienne vient de nommer une commission spéciale d'enquête pour connaître l'origine de ces manœuvres et le procureur impérial et royal procède également à une instruction. Le gouvernement appuiera et secondera dans la mesure de sa compétence les efforts qui seront faits pour éclairer les faits et punir les coupables. »

En ce qui concerne les questions adressées relativement au *Wiener Tagblatt*, le comte Taaffe a affirmé que ce journal n'appartient pas à la catégorie des feuilles officieuses et ne touche rien sur les fonds affectés à la presse.

M. Lueger a répondu que, dans le monde politique et la presse, on considère le *Wiener Tagblatt* comme un organe officieux du ministre, et qu'on en voit la preuve dans le fait que le *Wiener Tagblatt* jouit du privilège d'être vendu dans les bureaux de tabac dépendant du ministre, tandis que cette faveur est refusée à d'autres journaux.

Dans les couloirs, on citait deux députés polonais fortement compromis dans l'affaire des fausses nouvelles et les opérations de bourse qui en ont résulté. On craint qu'au lieu de ne pas compromettre ces deux personnes, qui sont en rapport avec une importante maison de crédit, les autorités ne s'arrangent de façon à faire avorter l'enquête.

L'opinion réclame la punition des coupables.

#### La crise brésilienne.

Londres, 18 novembre.

Une dépêche de Santiago au *Times* dit que des télégrammes contradictoires arrivent toujours de Rio-Grande. Suivant les uns, la flotille s'est jointe à l'opposition; suivant les autres, elle défend l'île menacée par les troupes de l'opposition.

Des différends se sont élevés au sein de la junte, qui est définitivement composée, sous la présidence du docteur Assis Brazil, ancien ministre du Brésil à Buenos-Ayres, ancien membre du congrès, et qui comprend les généraux Osorio et baron d'Itaqui, l'ancien président de la province, M. Tavares, et le maréchal vicomte de Polotas, également ancien président de la province. MM. Silveira Martins, conseiller d'Etat, et Demetrio Ribeiro, ancien ministre du gouvernement provisoire, appuient la junte.

Une dépêche de l'agence Havas, provenant de Buenos-Ayres, dit que le docteur Brazil a refusé d'accepter la présidence de la junte.

La même dépêche annonce qu'un grand nombre d'officiers uruguayens se joignent aux révolutionnaires de Rio-Grande.

Les insurgés de Porto-Alegre ont proclamé M. Barretto Lieke gouverneur.

La douane de Santa-Anna a été prise par les insurgés, qui perçoivent les droits.

On confirme les bruits qu'Itaqui était occupée par les séparatistes; mais la garnison, comprenant trois cents hommes, a refusé de se rendre. Ces troupes sont retranchées dans l'arsenal.

A Londres, le bruit court que le service postal aurait été suspendu à Rio-Janeiro, et que toutes les dépêches de presse seraient arrêtées.

Le président da Fonseca a promulgué un décret ouvrant un crédit supplémentaire de 13 millions de milrès pour acheter des équipements et des munitions.

gatriarche des Mormons lui-même; mais le jeune officier de marine leur avait toujours inspiré une sympathie particulière, et, de plus, il devenait le héros du jour.

Il eut toutes les peines du monde à empêcher ses amis de le rendre ridicule par leur enthousiasme exagéré; ses cinq cousines, car Cécile, surveillée, devint extraordinairement sérieuse, l'eussent volontiers entraîné au Casino dans une brouette engraissée de fleurs. Bellet le guignait du coin de l'œil, dans l'espoir que ce rival commettrait quelque maladresse; mais il n'en fit rien.

C'était un rival, on ne pouvait le nier. Cet impertinent se permettait de s'occuper ostensiblement de Mlle Lemartroy!

Os-ten-si-ble-ment! Aristide détachait les syllabes du mot dans sa pensée et les adressait à Tracy comme autant de coups de hache d'abordage! Et Lina recevait ces hommages ostensibles! et, sans l'extrême réserve de ses manières habituelles, on eût pu dire qu'elle en paraissait flattée!

Aristide ne se tenait pas de rage; il cherchait dans son esprit un moyen de pulvériser l'audace, mais n'en trouvait aucun, ce qui ne contribuait pas à rétablir le calme dans ses esprits; il s'écarta un peu pour méditer, et sa fiancée, — on considérait comme telle, ne parut point s'apercevoir de sa disparition; ô amertume!

Cécile n'y tenait plus. La sagesse intempestive que le regard inquisitorial de la bonne Mme Barly lui commandait lui pesait à un point qu'il ne se peut dire, et elle finissait d'avertir son cousin de toutes les choses qu'il devait savoir.

Léo, depuis le matin, se tenait un peu à l'écart; la présence de Tracy lui était une bonne moitié des prétextes ingénieux dont il parait l'emploi de ses heures, principalement consacrées à mettre tout sens dessus dessous dans l'intérieur de Mme Barly et généralement tous les intérieurs où il avait l'honneur d'être admis.

Etait-ce aussi cette abstention qui, pour une part,

Berlin, 18 novembre.

Il est très intéressant de suivre les mouvements d'opinions que fait naître ici, dans la presse, la révolution qui a éclaté au Brésil dans le Rio-Grande-du-Sul. Vous savez que la population allemande est très nombreuse dans cette province. Or, quand on a appris que les idées séparatistes gagnaient du terrain, la *Gazette de Cologne*, dans un curieux article, a commencé par laisser entendre que, si le Rio-Grande-du-Sul venait à se brouiller avec les autorités de Rio-de-Janeiro et à en rejeter la domination, il ne serait pas impossible que, plutôt que de demeurer indépendant, ce qui serait bien imprudent, il profitât des origines allemandes d'une grande partie de ses habitants pour se rapprocher de l'Allemagne et fraterniser avec elle; c'était une avance. Aujourd'hui, le même journal déclare qu'il est incroyable que l'on n'ait pas encore envoyé des vaisseaux allemands dans les eaux du Brésil, et l'on peut se demander si ce n'est pas là une suite à son premier article.

#### Le mouvement ouvrier.

Lens, 18 novembre.

Il n'y a pas un seul ouvrier qui, à Lens, soit descendu ce matin dans les mines. Pour tout le bassin, il y a 1300 mineurs qui travaillent sur 24,000. Le syndicat exerce la pression la plus énergique sur les ouvriers et les délégués n'ont cessé de parcourir le pays pendant toute la nuit pour empêcher la descente dans les puits.

La grève tend à gagner le département du Nord.

#### INFORMATIONS DIVERSES

— Le grand-duc Wladimir et le grand-duc Alexis de Russie sont, comme on sait, à Paris. Accompagnés par M. Goron, chef de la sûreté, et l'inspecteur Rossi-gno, ils ont visité, dans la nuit de lundi à mardi, les boudoirs du quartier Maubert, le célèbre établissement du Père-Lunette et le Château-Rouge.

Hier ils chassaient dans les tirés de Rambouillet.

— D'après une lettre de Turquie, un acte de brigandage des plus audacieux se serait passé le 4 novembre, à Samoun, où se trouve une succursale de la Banque impériale ottomane. Les brigands avaient appris que M. Arlaud, directeur de cette succursale, avait reçu 70,000 francs destinés à faire face aux besoins de la banque. Les brigands se trompèrent et en vahrent pendant la nuit la demeure du directeur de la régie des tabacs, qui s'appelle aussi Arlaud. Les brigands, le revolver au poing, demandèrent à M. Arlaud de leur remettre immédiatement les 70,000 fr. qu'il devait posséder dans sa caisse; ils menacèrent également Mme Arlaud de la tuer si elle ne les aidait pas à forcer la caisse.

Or, pendant que ces malfaiteurs ne trouvaient qu'une trentaine de livres turques et quelques bijoux, leur chef entra inopinément dans la chambre et leur ordonna de laisser tranquilles les malheureux chez lesquels ils opéraient. Ce fut même à coups de cravache que le chef fit déguerpir ses acolytes, en leur annonçant qu'il y avait un malade, que l'Arlaud qu'ils dépouillaient n'était pas l'Arlaud de la Banque ottomane. Les brigands emportèrent ce qu'ils avaient trouvé et laissèrent le pauvre agent de la régie des tabacs et sa femme dans un état lamentable.

#### CONFÉDÉRATION SUISSE

##### Chemins de fer.

D'après la *Gazette de Francfort*, le syndicat allemand-suisse qui déient les 50,000 actions Central offertes en vente au Conseil fédéral prend des précautions en vue de la votation du 6 décembre, dont on prévoit le résultat comme négatif.

Il travaille à la constitution d'une « Société anonyme des chemins de fer suisses » avec siège à Berlin, pour reprendre les dites actions et, le cas échéant, en acheter d'autres encore, de façon à prévenir un effondrement des cours. La dite société anonyme émettrait un emprunt par obligations, auxquelles les dites actions serviraient de gage spécial. Ces valeurs seraient remises en gestion à deux banques neutres, nominativement désignées. Les obligations seraient remboursables en vingt ans, mais la société se réserverait de pouvoir les dénoncer plus tôt, à des conditions à déterminer.

Ce qui veut dire qu'en gens avisés MM. Goldberger et consorts, sentant leur spéculation compromise pour un temps plus ou moins long, consolident leur affaire et cherchent à se procurer de l'argent en attendant.

#### NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — Les journaux racontent que 125 soldats de la 2<sup>e</sup> compagnie du bataillon bernois n° 30, caserné à Berne, ont pétitionné demandant le changement de leur capitaine, M. Schneider, de Bienne,

rendait Cécile aussi nerveuse qu'une ponette attelée pour la première fois? L'histoire n'a pu l'enregistrer, car la jeune fille gardait ses réflexions pour elle-même; le fait est qu'à un certain moment, elle commit une action inouïe.

Profitant d'un hourvari général amené par une cause sans importance, ainsi qu'il arrive dans les endroits publics où tout le monde à peu près se connaît, elle passa derrière Léo et le tira par sa manche!

Il se retourna vivement, mais elle le tira plus fort, par deux petites secousses, oubliant de lui dire « monsieur », oubliant en général tout ce qui fait le respectable troupeau de strictes convenances.

— Ne me regardez pas, ne me parlez pas; mais, pour l'amour du ciel, emmenez-maman; faites-en. n'importe quoi, tout ce que vous voudrez; emmenez-la jouer aux petits chevaux, ou faire un tour de valse, ou visiter les naufragés... Il faut que je parle à mon cousin, ou tout sera perdu!

— Mais, mademoiselle, fit gravement Léo, en lui tournant le dos, à seule fin de lui obéir, pourquoi ne dites-vous pas à votre cousin tout ce que vous avez à lui dire sans compromettre avec moi, qui suis compromettant, la gravité et le temps de madame votre mère?

Cécile devint aussi rose qu'un petit radis, et Léo, qui avait fait brusquement volte-face, ne put que l'admirer sous ce joli coup de soleil.

— Maman se figure que je... que mon cousin... enfin, que j'en suis amoureux? Comprenez-vous à la fin? conclut-elle en se fâchant pour tout de bon.

— Eh!... est-ce qu'elle se trompe, madame votre mère? Une personne si sage...

Léo n'osa pas continuer la plaisanterie, car le petit cousin avait dans les yeux de vraies larmes, de radis rose.

— Je vous demande pardon, mademoiselle, dit-il, il la tôte basse, n'osant affronter les yeux de Léo, avait tort de les craindre, car ils s'étaient détournés et le gentil minois était devenu tout pâle. Je suis un

sous prétexte que ne sachant pas suffisamment l'allemand et n'ayant pas la voix assez forte, les soldats ne le comprennent pas dans le commandement. La compagnie a été consignée. On lui a imposé des exercices de punition; on lui a lu les articles de guerre en présence du chef de l'armée de l'infanterie et du commandant du régiment.

Dès lors, le bataillon a été licencié; un sergent, instigateur du pétitionnement, a été laissé au cachot.

— Le Grand Conseil a nommé M. le pasteur Kistler chancelier de l'Etat de Berne, sans opposition.

ZURICH. — On mande de Winterthour que dans le *Kreditbank* l'actif serait de 8 millions et le passif de 10 à 11 millions.

#### CANTON DE VAUD

##### GRAND CONSEIL

Séance du 18 novembre.

LA CURE DE NYON

M. DUVILLARD rapporte sur un décret autorisant l'Etat à acquérir de l'horlogerie Mathieu, pour le prix de 40,000 francs, une bande de terrain destinée à dégrader la cure de Nyon et à garantir ses droits de jour contre des contestations éventuelles.

Le rapporteur explique que la cure de Nyon est assés fâcheusement située. Pendant longtemps, elle n'a eu ni dégagements, ni jardin au nord et à l'ouest. Du côté du nord, une amélioration a déjà pu être réalisée; l'Etat, agissant dans les limites de sa compétence, a acheté un petit morceau de terrain qui a permis de donner une porte de sortie à l'un des pasteurs. Aujourd'hui on propose d'acheter à l'ouest une autre parcelle sur laquelle se trouvent diverses constructions. Ces constructions seront démolies et remplacées par un jardin. On aura ainsi de la verdure, de la lumière et de l'air, et les habitants du presbytère ne risqueront plus de voir leurs fenêtres obstruées par le bon plaisir des voisins.

M. DUVILLARD recommande l'adoption du décret, le prix d'achat ayant paru fort acceptable à la commission. Il explique en passant que si certaines discussions se sont parfois élevées entre les deux pasteurs de Nyon, c'est que la cure est mal partagée; l'un des appartements est tourné tout entier au midi, l'autre tout entier au nord, de sorte que l'un des pasteurs grille en été, tandis que l'autre gèle en hiver.

M. BARBEY demande si le prix de 10,000 francs comprend, avec l'achat du terrain, les frais de démolition et de réparation nécessaires.

M. DUVILLARD et M. VIGUERAT expliquent que les 10,000 francs sont destinés uniquement à l'achat du terrain. Il faudra démolir les petites constructions qui s'y trouvent, réparer quelque peu le bâtiment de la cure de ce côté-là, et entourer d'une clôture le nouveau jardin. On a prévu pour cela une dépense dans le budget de 1892. Ce sera peu de chose, 700 à 800 francs.

Le décret est adopté.

##### CRÉDITS POUR LES TRAVAUX PUBLICS

Le département des travaux publics demande des crédits supplémentaires au budget de 1891 pour une somme totale de 34,366 fr.

M. CUENOD, rapporteur, explique que ces demandes peuvent se ranger sous trois chefs. Les uns proviennent de ce que la somme portée au budget s'est trouvée réellement trop faible pour couvrir les dépenses; il s'agit dans ce cas de véritables crédits supplémentaires. Les autres ont leur origine dans l'état d'avancement des travaux; certains chantiers ont fait, en 1891, plus de besogne qu'on ne le supposait; il faut payer les entrepreneurs; ce sera autant de moins à déboursier en 1892. Dans d'autres cas, enfin, il ne s'agit que d'une pure question de comptabilité; on a exécuté un travail dont le coût doit être partiellement remboursé par les communes; on porte au budget la totalité de la dépense, les remboursements des communes viendront plus tard en recettes.

Notons parmi les crédits : 5000 fr. pour la route de la Tine au Vanel, 5000 fr. pour la correction de la route des Clées à la Rusille, 10,000 fr. pour la route Ruyres-Oppeus, 6000 fr. pour frais généraux de service.

Les crédits sont votés sans amendements et sans discussion.

##### PÉTITION RELATIVE AU BÉTAIL

M. GROSJEAN, député d'Yverne, remplaçant M. Cavin, malade, rapporte avec beaucoup de clarté et d'une bonne voix, bien distincte, sur une pétition demandant que le bétail qui meurt du charbon — que ce soit le charbon-sang-de-rate ou le charbon symptomatique — soit assimilé au bétail abattu par ordre de l'autorité et payé au même taux.

La loi de 1821, visée par la pétition, fixe l'indemnité à payer pour le bétail abattu aux trois quarts du prix de l'animal, s'il a été reconnu sain, et à la moitié de ce prix, si l'animal a été reconnu infecté. Aucune indemnité n'est payée pour le bétail qui a péri.

La commission est d'accord en principe avec les pétitionnaires et trouve leur demande légitime. Mais comme elle a appris que le Conseil d'Etat s'occupe

imbécile, mademoiselle, ma parole d'honneur! Je vous le jure! Mais nous en reparlerons plus tard. Je vous obéis.

Tout cela s'était passé si vite qu'autour d'eux personne n'y avait pris garde. Léo s'approcha de Mme Barly, et, au bout d'une minute et demie, il lui avait introduit la tête dans la guérite de Mme de Favières, d'où l'on ne sortait pas facilement, les histoires de l'excellente femme étant d'une longueur démesurée.

— Vite! fit-il dans l'oreille de Cécile en passant près d'elle.

A l'inénarrable stupéfaction de ses sœurs, la jeune fille passa son bras sous celui de Tracy, alors inoccupé, et l'entraîna en lui disant :

— Mon cousin, j'ai une histoire à vous raconter.

Mme Barly avait tourné la tête, elle avait vu le geste, elle avait vu lever Cécile était si imprudente, elle pouvait dire, sans s'en douter quelque terrible parole. Mais Léo se campa devant la coupable, les deux jambes écartées sur le sable avec une si ferme assiette que, même en le poussant très fort, on eût eu peine à le renverser.

L'amirale, d'ailleurs, n'était pas femme à se porter à de telles extrémités; Mme de Favières, toute à son histoire, appuyait confidentiellement sa main sur le bras de cette mère inquiète... Mme Barly se remit la tête dans la guérite et écouta avec résignation, se promettant de sermonner sa fille à fond avant de l'envoyer dormir.

Pendant ce temps, Tracy écoutait le récit de sa cousine, d'un air parfaitement calme, avec toutes les fureurs du théâtre grec dans son âme affolée.

Pourquoi ne pas tordre le cou à Bellet comme à un simple lapereau? Fallait-il que la loi eût des protections ridicules pour de tels citoyens!

Cécile s'épanchait à loisir, tournant le dos à sa maman, afin d'être bien sûre de ne pas voir les signes que celle-ci pourrait peut-être lui faire; elle avait prêté ses vaisseaux et certaine de ce qu'elle appelait « une lessive en règle », elle voulait au moins tirer de

déjà de la revision de la loi de 1821, elle propose de lui renvoyer simplement la pétition pour qu'il en soit tenu compte dans la mesure du possible. — Adopté.

##### SECONDS ET TROISIÈMES DÉBATS

Le Grand Conseil vote en second débat et définitivement : le décret portant ouverture de crédits supplémentaires pour une somme totale de 219,313 fr. au budget de 1891; — et en troisième débat le second relatif aux impositions de la commune du Chenit.

Puis il aborde, en troisième débat également, la loi sur la répression des contraventions et la revision de la loi sanitaire.

La loi sur la répression des contraventions a subi, dans les deux premières lectures, des modifications si profondes que l'économie générale en a été troublée. Après l'avoir examinée de nouveau, la commission s'est convaincue qu'elle ne pouvait pas être adoptée sous cette forme. M. ROCHAZ, rapporteur, propose de renvoyer le troisième débat à la reprise de session qui aura vraisemblablement lieu en janvier ou février. — Adopté.

M. Bosset, rapporteur de la commission chargée d'examiner les projets de revision de la loi sanitaire, est absent et n'a pas fait le travail de coordination que le second débat avait rendu indispensable.

Au pied levé, M. d'ALBIS prend sa place et cherche à se mettre d'accord avec M. Debonneville, chef du département de l'intérieur, sur les amendements à présenter en troisième débat. Mais ces amendements sont si nombreux et le travail a dû être fait d'une façon si hâtive que, pour éviter des surprises, le Grand Conseil décide, sur la proposition de M. Georges ROCHAZ, d'ajourner à la reprise de session l'examen définitif du projet.

L'urgence ayant été déclarée, le Grand Conseil vote définitivement et en second débat :

le décret autorisant la commune de Lausanne à exproprier les immeubles nécessaires à la transformation des rues du Pré et du Flon;

le décret ratifiant la convention liée avec la commune d'Oron-la-Ville pour la construction d'une nouvelle cure;

la loi suspendant l'application de la loi sur les droits réels;

le décret autorisant l'Etat à acheter les maisons n° 4 et 5 de la rue de la Cathédrale, à Lausanne;

le décret autorisant la perception d'impôts dans la commune de Pully;

dix décrets de naturalisation;

le décret relatif aux crédits supplémentaires du département des travaux publics;

le décret autorisant l'achat d'immeubles pour la cure de Nyon.

##### REPRISE DE SESSION

L'ordre du jour est épuisé. Sur la proposition de son président, le Grand Conseil décide qu'il aura, en janvier ou février prochain, une reprise de session dont le Conseil d'Etat fixera la date exacte. Les objets qui n'ont pas pu être traités ou liquidés dans la session actuelle figureront à l'ordre du jour de cette reprise de session. Ce sont : la loi sur l'instruction secondaire, la loi sur les impositions communales, la loi sur la presse, la loi de M. William Barbey sur le service d'Etat, la loi sur la répression des contraventions, la revision de la loi sanitaire.

M. Lucien VINCENT fait remarquer que la loi sur la presse a déjà figuré trois fois à l'ordre du jour des sessions du Grand Conseil; elle y figurera ainsi une quatrième fois. Une commission, dont M. Ruchet est rapporteur, a été nommée depuis longtemps pour examiner cette loi, mais jusqu'à ce jour le Conseil d'Etat ne lui a remis aucun dossier. Il serait bon qu'on sût, d'une façon positive, si elle sera nantie avant le mois de janvier; sinon il vaudrait mieux retrancher cet objet de l'ordre du jour. Il est désagréable aux membres de la commission qu'on puisse supposer, dans le public, que c'est par leur manque de diligence que la discussion ne vient pas devant le Grand Conseil.

M. VIRIEUX, chef du département de justice et police, convient que les observations de M. Vincent sont justifiées. « Un projet de loi était prêt au commencement de 1891, dit-il; je l'ai trouvé à mon entrée au Conseil d'Etat. Mais il soulevait des questions si importantes, que nous avons cru devoir le soumettre à une commission législative extra-parlementaire dans laquelle les rédacteurs de nos principaux journaux politiques étaient représentés. Cette commission a modifié assez profondément le projet, qui a été dès lors hétérographié et remis à chacun des membres du Conseil d'Etat. Mais ce conseil n'a pas encore pu en délibérer, parce qu'il tenait à être au complet pour cet examen. Il va s'y mettre dans quelques jours. Je prends l'engagement formel de livrer le dossier à la commission dans un très bref délai. »

M. VINCENT remercie M. Virieux et prend acte de sa déclaration. « La commission attendra calmement le projet », dit-il.

Le procès-verbal est adopté et la session est déclarée close. La séance est levée à 10 h. 3/4.

A l'occasion du budget, M. le député COUVREU a attiré l'attention du Grand Conseil sur le fait qu'à la suite du transport de la caisse de prévoyance et de la

son incartade tout le parti possible.

Aux témoignages d'agitation contenue que donnait sans le vouloir Mme Barly. Léo comprit qu'il ferait bien d'intervenir. Il s'approcha donc des deux jeunes gens, de l'air d'un homme très au courant.

— La cause est entendue? fit-il. Et jugée? A quoi le condamnerons-nous? La mort serait trop douce; nous avons mieux que cela.

Tracy le regardait d'un air suffisamment étonné pour que le jeune homme se sentit obligé de lui donner une explication.

— Mon père a pris des renseignements, qui ne lui ont rien appris. Moi, j'en ai eu de mon côté, et voici le conseil que je me permets de vous donner. D'abord, vous avez compris qu'il est de toute nécessité de donner une soirée au bénéfice des naufragés?

— C'est évident, murmura Tracy, mais je ne sais pas...

— J'ai compris! fit Cécile avec un bond sur place, comme ceux des petits cabris. Il dira des vers, et il sera ridicule!

Léo approuva avec un signe de tête, où il mit toute sa bonne âme.

— Bien deviné, mais on peut mieux encore! Il faut qu'un poète fasse des vers, sans ça, à quoi servirait-il? Ce serait comme une poule qui ne pond pas!

La physiognomie de Cécile s'allongea.

— Ça va lui rendre son prestige, fit-elle, déçue.

— Je vous demande pardon, mademoiselle. Il faut que la soirée ait lieu demain, il faut qu'il fasse à l'improvvisé des vers de circonstance; qu'on le lui demande, qu'on l'exige...

— Eh bien?

— Eh bien, il n'en fera pas!

— Pourquoi? demandèrent en même temps Georges et Cécile.

— Parce que ce n'est pas lui qui a fait ces vers; c'est un nommé Bazoché! Ah! j'ai eu de la peine à le savoir, mais je ne suis pas comme papa, moi! Papa

caisse de secours mutuels de la compagnie S.-O.-S. à Berne, où elles paient maintenant l'impôt, les subsides accordés aux établissements de bienfaisance et hospitaliers du canton seront diminués du montant de ces impôts multiplié par 3, soit d'une somme supérieure à 4000 francs. On ne s'attendait pas à ce que les soins dispensés par la fusion se feraient sentir d'une manière aussi sensible jusque dans le domaine de la bienfaisance. La diminution des subsides étant constatée, M. Couvren a signalé l'arbitraire qui a présidé à leur répartition; tandis que les établissements de bienfaisance voient leurs subsides diminués de 8 0/0, les infirmeries locales subissent une réduction de 30 0/0. Le tableau qui les concerne a en outre été établi d'une manière défectueuse, sans doute par un employé subalterne de l'administration, dont on ne s'est pas donné la peine de contrôler le travail.

#### Confédération des Vignerons.

Dans sa séance du 16 novembre, le conseil de la Confédération, sous la présidence de l'abbé M. Paul Ceresole, a d'abord entendu le rapport sur l'inspection des vignes présenté par M. Ed. Bar-Monnet, syndic de Vevey. Nous publions ci-après ce rapport.

Le conseil a entendu ensuite des communications relatives à la création d'une école de viticulture à Vevey; il en résulte que les négociations entre les autorités cantonales, communales et la Confédération des vignerons sont en très bonne voie, que l'on a en vue un domaine où l'école serait établie et que de toutes parts cette entreprise rencontre la meilleure volonté.

Voici le rapport de M. Bar :

« La commission d'expertise pour la visite des vignes en 1891 était composée de MM. Meyste, Ch. Delajoux et Amstein et du conseiller accompagnant, M. Bar-Monnet, qui a été largement second







# THÉÂTRE DE LAUSANNE

Direction Alphonse SCHELER

Carte d'abonnement n° 15.

Jeu 19 novembre.

Bureau à 7 h. 1/2. Rideau à 8 heures. Un des grands succès du Théâtre du Vaudeville:

## UN Conseil judiciaire

Comédie en 3 actes, par Jules Moïnaux et Alex. Bisson.

A L'ÉTUDE:

SERGE PANINE — L'OGRE

Casino-Théâtre de Lausanne (Salle des concerts)

Vendredi 20 novembre, à 8 h. du soir.

## CONCERT D'AUTOMNE

donné au profit de

L'HOSPICE DE L'ENFANCE

avec le bienveillant concours de

Mlle E. de GERZABEK

(Elève de Mlle Thénier)

et de

l'Orchestre de la Ville et de Beau-Rivage

renforcé d'artistes et d'amateurs

sous la direction de M. L. BANTI

Piano de la maison Pleyel et Wolff.

PRIX DES PLACES

Reservées numérotées, 4 fr.

Premières, 3 fr.

Billets à l'avance: Réservés à la librairie Tatin, rue de Bourg.

Les premières à la librairie Tatin et dans les magasins de musique Fottisch, Spiess, Schreiner et le soir à l'entrée de la salle.

6052

## MISSION INTÉRIEURE LAUSANNOISE

La réunion annuelle des amis de cette œuvre aura lieu le vendredi 20 novembre, à 8 heures du soir, dans la Chapelle du Valentin.

6033

Le Comité de la Société lausannoise de secours par le travail, donnera à cette occasion un compte-rendu de son organisation.

## SECTION VAUDOISE de Zofingue.

6090. La séance anniversaire du Rütli aura lieu le mardi 24 novembre, à 7 1/2 heures précises, à la Tonhalle.

Le Comité.

Comptabilité commerciale par Alfred Renard prof. à la Chaux-de-Fonds.

Ouvrage relié, de 344 pages, à 3 fr. 50 l'exemplaire, en librairie et chez l'auteur. n°111ch-5061

L'ESTAPETTE est en vente

A LAUSANNE

Kiosque de St-François.

Kiosque de la Palud.

Bibliothèque de la Gare.

M. Bassin, mag. de tabac, Grand-Pont.

Mme Ammann, mag. littéraire, r. Haldimand.

M. Krieg, papeterie, place Pépinière.

A AIGLE

Librairie Deladocq.

A BEX

Ch. Baffat fils.

A ECHALLENS

Librairie F. Despont.

A MORGES

M. Staub-Kuhn.

A MOUDON

Librairie Benoit.

A NYON

M. Goussier, papeterie.

A PAYERNE

F. Gachet-Grivaz.

A VEVEY

M. Holl-Broyon, rue de Lausanne.

M. Lertscher & fils, rue du Lac.

Librairie Jacot-Guillarmod.

A YVERDON

Librairie Grandchamp.

Le numéro 3 centimes.

CHOCOLAT ET CACAO KOHLER LAUSANNE (SUISSE)

MEDAILLE D'OR à l'Exposition universelle de Paris 1889. 1206

# MAISON

## WOLF ET MAAS

Lausanne. — PLACE ST-FRANÇOIS — Lausanne.

## Grande mise en vente de Pardessus

D'HIVER EN MAGNIFIQUE DRAP FAÇONNÉ OU ÉDREDON DOUBLÉS TARTAN

38 FR. au choix 38 FR.

## VÊTEMENTS

## D'AUTOMNE

ET

## D'HIVER

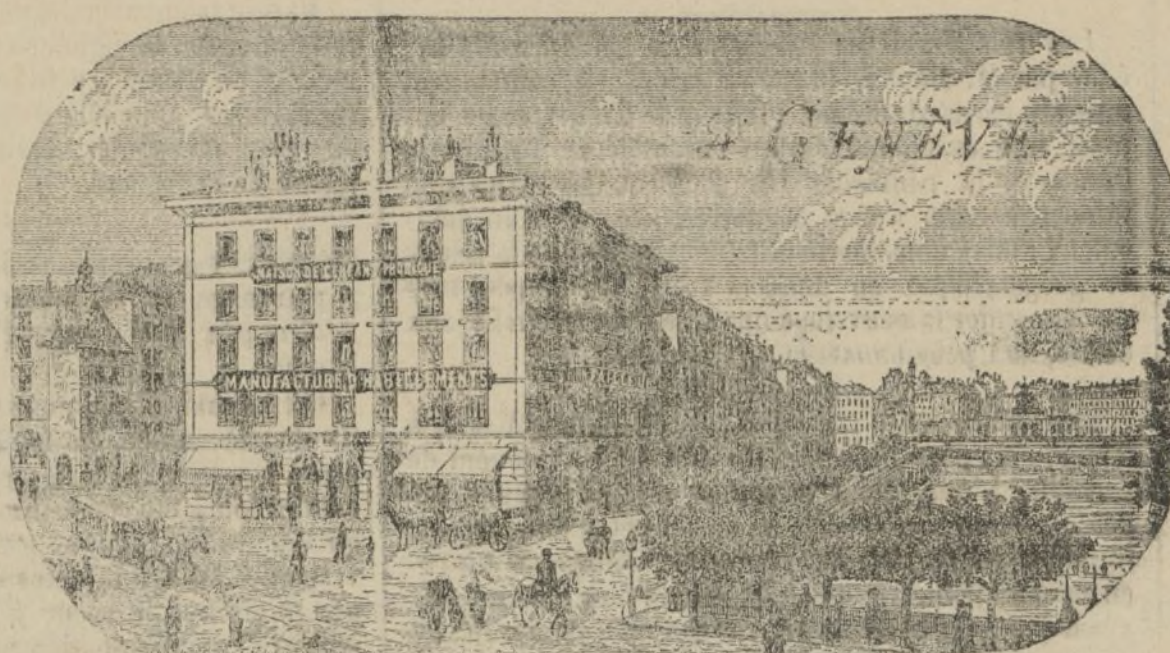
## MAISON

n°253x-5572

DE

## L'ENFANT PRODIGE

La Maison n'a pas de Succursale.



## ORFEVREURIE CHRISTOFLE

EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1889

DEUX GRANDS PRIX

LA MARQUE DE FABRIQUE

CHRISTOFLE

en toutes lettres.

Seules garanties pour l'acheteur.

## COUVERTS CHRISTOFLE

ARGENTÉS SUR MÉTAL BLANC

Sans nous préoccuper de la concurrence de prix qui ne peut nous être faite qu'au détriment de la qualité, nous avons constamment maintenu la perfection de nos produits et sommes restés fidèles au principe qui a fait notre succès: Donner le meilleur produit au plus bas prix possible.

Pour éviter toute confusion dans l'esprit de l'acheteur, nous avons maintenu également: l'unité de qualité, celle que notre expérience d'une industrie que nous avons créée il y a quarante ans, nous a démontrée nécessaire et suffisante.

La seule garantie pour l'acheteur est de n'accepter comme sortant de notre Maison que les objets portant la marque de fabrique ci-contre et le nom CHRISTOFLE en toutes lettres. CHRISTOFLE & Co.

POUR

## Annonces & Réclames

## DANS TOUS LES JOURNAUX

VAUDOIS, SUISSES ET ÉTRANGERS

S'ADRESSER A L'AGENCE DE PUBLICITÉ

## HAASENSTEIN & VOGLER

Palud 24 LAUSANNE Palud 24

MONTREUX, VEVEY, SION, GENÈVE, NEUCHÂTEL, FRIBOURG, etc., etc.

(MAISON FONDÉE EN 1855)

Expédition immédiate. --- Prix avantageux.

Librairie H. TREMBLEY, Corratierie 4, GENÈVE

## LE CUISINIER

A LA BONNE FRANQUETTE

par Miquè GRANDCHAMP

Maitre d'hôtel.

NOUVELLE ÉDITION

révisée, corrigée avec soin et augmentée.

Un bon cuisinier vaut dix médecins.

RASPAIL.

La découverte d'un mets nouveau fait plus pour le genre humain que la découverte d'un étoile.

BILLAT-SAVARIN

Un gros volume de plus de 1000 pages relié toile rouge. — Prix: 4 fr.

## GRANDE TOMBOLA DE VÉLOCIPÈDES

organisée par le

## Vélo-Club de Vevey-Montreux

avec l'autorisation des autorités.

5000 BILLETS A 1 FR.

6 machines neuves d'une valeur totale de 3635 fr.

Pour prospectus détaillés et billets, s'adresser au Vélo-Club de Vevey-Montreux, à Vevey.

En vente chez l'éditeur L. VINCENT, Lausanne, et chez les libraires:

L'INAUGURATION

## DE L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Compte-rendu des fêtes des 18-20 mai 1891, avec les discours qui y ont été prononcés et la liste des invités.

Brochure in-8° de 128 pages, 1 fr.

3152

## SINAPISME RIGOLLOT

Moutarde en feuilles, INDISPENSABLE DANS LES FAMILLES.

Le plus simple, le plus commode, le plus efficace des RÉVULSIFS.

EXIGER LA SIGNATURE en rouge de l'inventeur sur chaque feuille.

SE VEND DANS TOUTES LES PHARMACIES

DÉPÔT GÉNÉRAL: Avenue Victoria, 24, PARIS

De bons cigareurs et cigareuses

pour la façon française, sont demandés par J. Thierry & Cie, Bâle.

## GANTS & LANIÈRES

pour frictions sèches

du DOCTEUR MONOD

Gants, lanières et brochure, 10 fr.

Franco dans toute la Suisse.

PHARMACIE DE LA POSTE

LAUSANNE

Excellent via d'Algérie

CLOS VOUGA

n°8619x-6216

à Francs 60 Theetolite

J. Bouvier

20, rue Général-Dufour, GENÈVE

Echantillons sur demande.

## HUITRES

fines d'Arcachon, exp. du parc,

100 pet., 72 moy., ou 48 gr., f° de

port, c<sup>ie</sup> mandat, 3 fr. 50, à Ch.

DESPIJOLS, à Arcachon (Gironde), France.

n°8499x-5772

6103. Volailles de table de

Hongrie, j. et bien engr. fraîches,

saigées, saignées, nettoyées, en

colis post. de 10 liv. franco contre

remb., savoir: poules, poulets,

chapons, poules gr., la poule, fr.

7.75; indians ou canards gras, fr.

8.25; oies engr. fr. 8; miel d'ab.

pur, clair et épais, la boîte de 10

liv. fr. 8. — Armin Barnack, exp.

port, Werschetz, Hongrie mérid.

## MEDAILLE D'OR

l'Exposition Universelle, Anvers 1885

CHOCOLAT

SUCHARD

NEUCHÂTEL, Suisse.

MEDAILLE D'OR

Exposition universelle

Paris 1889.

Paris 1889 Médaille d'or.

500 francs en or,

si la Crème Grotte ne fait

pas disparaître toutes les im-

puretés de la peau, telles que

les taches de rousseur, les

lentilles, le hâle, les vers, la

rougeur du nez etc., et si elle

ne conserve pas jusqu'à dans

la vieillesse un teint blanc,

éblouissant de fraîcheur et de

jeunesse. Pas de fard! Prix

à Bâle fr. 1.20 dans le reste de

la Suisse fr. 2. — Exiger es-

pressionment la "Crème Grotte"

pour compléter la "Crème". Prix

à Bâle fr. 1. — Dans le reste de

la Suisse fr. 1.25.

"Haut Milkton Grotte"

la meilleure teinture du monde

pour les cheveux, exempte de

sulfate de plomb. Prix partout

fr. 2.50 et fr. 4. —

Dépôt général: A. Bittner,

pharmacie à Bâle; en vente

en outre dans toute la Suisse,

chez les pharmaciens et les

coiffeurs.

## PENSION PERRET

Villa Ste-Luce, Lausanne.

6048. Confort, table soignée,

prix modéré. Terrasse, vue splendide sur le lac.

## Pension-Famille

(6094) pour demoiselles. Rue Beau-

Séjour n° 1, 2<sup>e</sup> étage, Lausanne.

## Occasion de dîner

(6095) avec mes pensionnaires

pour les jeunes filles fréquentant

les écoles et demeurant à grande

distance. Prix modérés. Rue Beau-

Séjour n° 1, 2<sup>e</sup> étage, Lausanne.

## PENSION-FAMILLE

6096. Mlles Michot, Nyon,

ouverte depuis le 1<sup>er</sup> novembre.

## UNE NOURRIC

(6061) de toute confiance cher-

che place. S'adr. à Mme de

Buren, Denens, Morges.

6062. Une maison de gros,

d'une des principales villes de la

Suisse française, demande, comme

apprenti, un jeune homme ayant

terminé ses classes. Entrée au 4

janvier prochain. Adresser les of-

res sous H 764 N, à Hansen-

stein & Vogler, Neuchâtel.

## Une jeune demoiselle

(6036) de l'Allemagne du Nord

cherche au plus vite une place de

dame de compagnie ou d'aide de

la maîtresse de maison. Préten-

tions modestes mais vie de famille

désirée.

S'adresser à Mlle E. Krentel,

institutrice, Chaux-de-Fonds.

## UN BON COUPEUR

(6099) parlant les 3 langues, dési-

re se placer pour fin courant.

Bonnes références. S'adresser à

l'Agence de publicité Hansen-

stein & Vogler, Lausanne,

sous Je 12908 L.

## Deux jeunes demoiselles

(6105) se rendant de Lausanne à

Munich le 18 ou 19 décembre, se-

raient heureuses de trouver une

compagne de route ayant un

peu d'expérience.

S'adresser sous chiffre F 12926

L. à l'Agence de publicité Hansen-

stein & Vogler, Lausanne.

## COMMANDITAIRE

(6104) est demandé pour la

reprise d'un commerce en

pleine activité, très lucratif,

apport de fonds à 6,000 fr., inté-

rêt 6 %. Connaissance du métier

pas exigée. S'adresser poste res-

tante C. S. 65, Lausanne.

## 10 fr. de récompense

(6073) à celui qui placerait un

jeune homme, fort et robuste, com-

me magasinier, dans un hôtel

comme 2<sup>e</sup> portier ou place analo-

gue, où il aurait l'occasion d'ap-

prendre à fond la langue fran-

çaise. S'adresser à l'Agence de pu-

blicité Hansenstein & Vogler,

Lausanne, sous Le 12880 L.

## 5716. On demande

pour l'Angleterre,

des institutrices, gouvernantes,

femmes de chambre, bonnes d'en-

fants, etc. — Inutile de s'adresser

sans bons renseignements. En-

voyer photographies et copies de

certificats, à Mme Lintot (sous le

patronage de la haute noblesse an-